



**MUSÉE DU QUAI BRANLY  
JACQUES CHIRAC**

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES**

**LE LUNDI 16 DECEMBRE 2024 AVANT 12H00**

**ACCORD-CADRE ALLOTI RELATIF À LA MANUTENTION,  
L'EMBALLAGE, LA CAISSERIE, LE TRANSPORT  
D'ŒUVRES D'ART, LA GESTION DES PROJETS  
D'INSTALLATION ET DÉINSTALLATION D'EXPOSITIONS  
ET TOUTES LES OPÉRATIONS AFFÉRENTES DU  
MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC**

**REGLEMENT DE CONSULTATION**

## SOMMAIRE

1. COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	3
2. OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
3. CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE.....	4
4. CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	6
5. NEGOCIATION .....	8
6. COMPOSITION DES DOSSIERS DE REPONSE .....	8
7. SELECTION DES CANDIDATS ET CHOIX DE L'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE	9
8. MODALITES DE REPONSE .....	12
9. DEMANDE DE PIECES AUX ATTRIBUTAIRES.....	12
10. DIVERSITE – EGALITE DANS LES MARCHES PUBLICS .....	13
11. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	13
12. PROCEDURES DE RECOURS .....	14
13. REPRESENTANT DE LA PERSONNE PUBLIQUE.....	15

## 1. COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation se compose des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation et ses annexes :
  - Informations « e-attestations » en fin de document
- L'acte d'engagement (AE) propre à chaque lot et leurs annexes :
  - Annexe n°1 : le bordereau de prix unitaires (BPU) propre à chaque lot ;
  - Annexe n°2 : la demande d'acceptation du ou des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrats de sous-traitance ;
- Le cahier des clauses administratives particulières commun (CCAPC) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières commun (CCTPC) et ses annexes :
  - Annexe n°1 : les plans des espaces des expositions ;
  - Annexe n°2 : le document de repérage ;
  - Annexe 3 : demande d'autorisation d'accès ;
  - Annexe 4 : calendrier de chantier de collection pôle régie.
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) pour le lot n°1 ;
- Le cadre de réponse technique propre à chaque lot ;
- Le détail quantitatif estimatif du lot n°1 à compléter par les soumissionnaires de ce lot (ce document permettra d'analyser les prix unitaires de ce lot) ;
- Les formulaires DC1/DC2 du musée du quai Branly – Jacques Chirac.

## 2. OBJET DE LA CONSULTATION

### 2.1 Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de manutention et emballage d'œuvres d'art, de transport et caisserie, de gestion des projets généraux concernant la régie des collections, la régie des prêts, dépôts et acquisitions, les expositions itinérantes ainsi que l'installation et la désinstallation d'expositions temporaires et prestations connexes.

Chaque année, trois commissions d'acquisitions sont organisées en muséothèque du musée et huit à dix d'expositions temporaires sont présentées dans quatre galeries d'expositions de 2000 m<sup>2</sup> (galerie Jardin), 670 m<sup>2</sup> (mezzanine Est), 320 m<sup>2</sup> (galerie Marc Ladreit de Lacharrière anciennement mezzanine Ouest) et 195 m<sup>2</sup> (mezzanine Centrale aussi appelé Atelier Martine Aublet). En parallèle, huit à dix expositions itinérantes sont organisées en France et à l'international.

## 3. CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

### 3.1 Allotissement

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

N°	Intitulés des lots séparés
1	Prestations de manutention dans le cadre de chantiers de collections et mouvements d'œuvres d'art au musée du quai Branly – Jacques Chirac
2	Prestation de manutention, conditionnement, installation, désinstallation et transport d'œuvres d'art de petits volumes pour des opérations situées en Île-de-France et n'excédant pas 10 000 € HT
3	Prestation de manutention, conditionnement, installation, désinstallation et transport d'œuvres d'art au niveau national et international

Les prestations contenues dans chacun des lots sont décrites à l'article 5 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun et détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun.

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

### 3.2 Durée du marché

Chacun des lots est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il pourra être reconduit trois (3) fois pour la même durée par décision tacite de la personne publique.

Le cas échéant, la personne publique prendra par écrit la décision de ne pas reconduire l'accord-cadre trois (3) mois au moins avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre au titulaire. En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Le titulaire ne pourra pas refuser les reconductions.

Cette durée est appréciée à compter de la date de notification au titulaire. Cette date sera communiquée par l'envoi d'un message via la plateforme des achats de l'Etat avec accusé de réception à l'ensemble des opérateurs économiques retenus.

En application de l'article L2125-1 du Code de la commande publique, la durée totale de chaque lot ne pourra dépasser quatre (4) ans.

Les bons de commandes émis pendant la durée de validité de chaque lot peuvent s'exécuter au-delà, jusqu'à admission des prestations faisant l'objet du bon de commande dans une limite de trois (3) mois. Les marchés subséquents de transport liés aux expositions temporaires et itinérantes, prendront fin à la date de désinstallation de l'exposition concernée et retour des œuvres chez les propriétaires.

### 3.3 Montant et forme de l'accord-cadre

Le lot n°1 du présent accord-cadre est conclu à prix mixtes. Le montant de la part forfaitaire est précisé à l'Acte d'engagement et les prix unitaires sont indiqués dans le bordereau de prix unitaires (BPU).

Les lots 2 et 3 sont conclus à prix unitaires uniquement. Les prix unitaires sont indiqués dans les bordereaux de prix unitaires (BPU) propres à chaque lot.

Conformément à l'article R.2162-7 du Code de la commande publique, les marchés subséquents préciseront les caractéristiques, prix et modalités d'exécution des prestations demandées qui n'auront pas été fixées dans le présent document.

Les trois lots du présent accord-cadre comportent chacun un montant maximum pour leurs parts à commandes sur la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises, décrits ci-dessous.

N°	Intitulé du lot	Forme du lot : mono attributaire ou multi attributaire	Montant maximum de la part à commandes <b>sur la durée totale de l'accord-cadre</b>
1	Prestations de manutention dans le cadre de chantiers de collections et mouvements d'œuvres d'art au musée du quai Branly – Jacques Chirac	Mono-attributaire	112 000 € HT Le présent lot contient une part forfaitaire. Le montant précité ne concerne que la part à commandes.
2	Prestation de manutention, conditionnement, installation, désinstallation et transport d'œuvres d'art de petits volumes pour des opérations situées en Île-de-France et n'excédant pas 10 000 € HT	Mono-attributaire	600 000 € HT
3	Prestation de manutention, conditionnement, installation, désinstallation et transport d'œuvres d'art au niveau national et international	Multi-attributaire Ce lot pourra être conclu avec <b>5 candidats au maximum</b>	8 000 000 € HT

Chacun des lots sera exécuté par bon de commande et par marché subséquent en application des articles R2162- 13 et -14 du Code de la commande publique, et dans les conditions définies dans le présent document.

## 4. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 4.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée en application de l'article R.2123-1 du Code de la commande publique (procédure adaptée ouverte – services sociaux et spécifiques).

Codes CPV	Principal tous lots : 92521100 Services d'exposition dans les musées Complémentaire lot 1 : 51511200-9 Services d'installation de matériel de manutention Complémentaire lots 2 et 3 : 60100000 Services de transport routier
-----------	---

### 4.2 Visite facultative du site

Afin de permettre aux candidats de prendre la mesure de toutes les contraintes et sujétions induites par l'exécution du présent accord-cadre, ces derniers pourront visiter le site où seront exécutées, en partie, les prestations.

S'ils le souhaitent, les candidats devront se présenter munis d'une pièce d'identité au 222 rue de l'Université - Paris 7ème. Les visites sont organisées comme suit.

- Le jeudi 14 novembre 2024 de 9h30 à 12h30 ;
- Le lundi 18 novembre 2024 de 9h30 12h30 ;

**Les candidats souhaitant participer à la visite devront contacter le Service et des achats, via la plateforme dématérialisée (sous forme de question sur la consultation) afin d'informer de leur présence.**

Les candidats reconnaissent avoir apprécié, du fait de cette visite, de leur connaissance du site, ou autres, toutes les difficultés inhérentes au site.

### 4.3 Renseignements complémentaires en cours de consultation

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, par écrit, une demande **au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des offres sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) <http://www.marches-publics.gouv.fr>**

Seule la date de réception sur la plateforme PLACE fait foi. Aucune demande ne sera prise en compte au-delà de cette date. Aucun renseignement complémentaire ne peut être obtenu par téléphone.

Les candidats ayant retiré le DCE durant la consultation seront informés de la réponse à la question via la messagerie sécurisée de PLACE (sauf ceux ayant retiré le dossier de façon anonyme). Il incombe aux candidats de prendre connaissance de ces réponses. Aucune réclamation à ce sujet ne sera évaluée.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de la nouvelle date limite de remise des offres.

#### 4.4 Modification de détails du dossier de consultation

L'établissement public du musée du quai Branly– Jacques Chirac se réserve le droit d'apporter, au plus tard **cinq (5) jours** avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation, comprenant les réponses aux questions des candidats en cours de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié et/ou complété, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### 4.5 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Le présent accord-cadre ne comprend aucune variante obligatoire ou facultative ni prestation supplémentaire éventuelle (PSE). Ces éléments pourront néanmoins être demandés dans le cadre de la passation de marchés subséquents.

#### 4.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingts (180) jours. Il court à compter de la date limite de remise des offres mentionnée en page de garde du présent règlement de la consultation.

#### 4.7 Nature de l'attributaire et groupement d'entreprises

Conformément à l'article R2142-21 du Code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements. Cependant, un candidat individuel peut être membre de plusieurs groupements.

Conformément à l'article R2142-23 du Code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement.

Le cas échéant, la forme juridique du groupement choisie pourra être le groupement d'entreprises solidaire ou conjoint. En application de l'article R2142-24 du Code de la commande publique, le groupement pourra être conjoint à la condition que les membres du groupement s'engagent à exécuter les prestations détaillées et précisées dans l'accord-cadre et que le mandataire du groupement soit solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

#### 4.8 Monnaie

La personne publique choisit comme unité de compte l'euro. Tous les montants figurant dans l'offre doivent être libellés dans cette monnaie. Le candidat doit présenter une offre libellée en euros. Si son offre est retenue, la mise au point finale de l'accord-cadre s'effectuera en euros.

#### 4.9 Langue

Les offres des candidats, ainsi que les documents de présentation associés, seront entièrement rédigées en langue française sous peine de rejet.

## 4.10 Habilitation du signataire

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat. À cet effet, il doit être présenté dans l'offre du candidat les justificatifs adéquats certifiant qu'il est autorisé à signer l'ensemble des documents de l'offre.

## 5. NEGOCIATION

A l'issue de l'analyse des offres, le musée pourra négocier avec le ou les candidat(s) le(s) mieux classé(s) pour chacun des lots.

Les phases de négociation seront toujours engagées via la plateforme des achats de l'Etat à l'adresse électronique indiquée dans l'Acte d'engagement.

La personne publique se réserve également la possibilité d'attribuer au(x) candidat(s) le(s) mieux classé(s) sans engager de négociation.

## 6. COMPOSITION DES DOSSIERS DE REPONSE

### 6.1 Composition du dossier de candidature

Le dossier de candidature doit permettre de garantir les capacités professionnelles et financières du candidat. Ainsi, il est attendu :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat n'entre dans aucun cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la commande publique ;
- Une déclaration comprenant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité de l'accord-cadre, portant sur les trois (3) dernières années ;
- Une liste des principales prestations exécutées au cours des trois dernières années en rapport avec l'objet de l'accord-cadre ainsi que les qualifications professionnelles éventuelles ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens du candidat pendant les trois dernières années ;
- Une description du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de l'accord-cadre.

**Le candidat est libre de fournir l'ensemble de ces informations dans un document libre ou en utilisant les formulaires DC1 / DC2 du musée du quai Branly – Jacques Chirac (joint au DCE).**

A défaut, il peut, s'il le souhaite, avoir recours aux formulaires DC1, DC2 ou au DUME accessibles via le lien suivant : [Les formulaires de déclaration du candidat | economie.gouv.fr](https://www.economie.gouv.fr/affaires-publiques/le-candidat)

**L'ensemble de ces informations et documents doit être également fourni pour chaque co-traitant et/ou sous-traitant, le cas échéant.**

Conformément aux dispositions R. 2142-14 du Code de la commande publique, l'absence de références relatives à l'exécution de marchés publics de même nature ne peut justifier, à elle seule, l'élimination d'un candidat. Elles sont simplement souhaitées afin de mieux appréhender les capacités du candidat.



## 6.2 Composition de l'offre du soumissionnaire

L'offre en réponse à la présente consultation devra impérativement contenir les éléments suivants :

- 1- L'acte d'engagement (AE) propre à chaque lot, à compléter, ainsi que ses annexes :
  - Le bordereau de prix unitaires<sup>1</sup> (BPU), Ce document doit obligatoirement contenir l'intégralité des postes selon le modèle joint au DCE. Aucun autre document ni aucun modèle modifié ne sera accepté ;
  - En cas de sous-traitant(s) désigné(s) à l'accord-cadre, le document de demande d'acceptation de sous-traitant (DC4) pour ce dernier ou chacun d'entre eux ;

- 2- **Le cadre de réponse technique propre au lot auquel le candidat soumissionne** propre au lot concerné, reprenant les éléments constituant les critères de sélection des offres énoncés à l'article 7.2 du présent document.

Concernant le lot n°2, le candidat prendra soin de fournir avec sa réponse technique :

- Les fiches techniques de matériaux d'éco-conditionnement et/ou de bordereaux de commandes passées
- Un exemple de devis carbone.

Sans ces éléments, l'analyse des sous-critères 2 et 3 du critère environnemental sera en tout ou partie irréalisable.

- 3- La décomposition du prix global et forfaitaire<sup>2</sup> (DPGF) du lot 1, le cas échéant.

**IMPORTANT : Concernant le lot n°3, le candidat prendra soin de se reporter au cadre de réponse technique contenant une simulation de commande en réponse au sous-critère n°1 du critère 2.**

En cas de difficulté dans le remplissage des postes, il appartient au candidat de déposer une question via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) dans les conditions prévues à l'article 4.3 du présent document.

**L'absence d'offre technique entraînera l'irrégularité de l'offre déposée. Cette irrégularité ne pourra faire l'objet d'aucune régularisation.**

## 7. SELECTION DES CANDIDATS ET CHOIX DE L'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE

### 7.1 Sélection des candidatures

Les critères de sélection des candidatures sont les suivants :

- ✓ Adéquation des capacités professionnelles à l'objet de l'accord-cadre : références, qualifications professionnelles ;
- ✓ Adéquation des capacités techniques à l'objet de l'accord-cadre : moyens matériels et humains ;
- ✓ Adéquation des capacités financières à l'objet de l'accord-cadre : chiffre d'affaires (montant et évolution sur les trois (3) dernières années).

<sup>1</sup> Ce document doit obligatoirement contenir l'intégralité des postes selon le modèle joint au DCE. Aucun autre document ni aucun modèle modifié ne sera accepté

<sup>2</sup> Ce document doit obligatoirement contenir l'intégralité des postes selon le modèle joint au DCE. Aucun autre document ni aucun modèle modifié ne sera accepté

## 7.2 Jugement des offres

Pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse, la personne publique se fondera sur les critères d'attribution pondérés de la façon détaillée ci-dessous.

### 7.2.1 Jugement des offres relatives au lot 1

#### **Critère n°1 : le prix, noté sur 60 points /100**

- Le prix forfaitaire sera noté selon la formule suivante :

Note = (montant total de l'offre la plus basse x 30) / montant de l'offre proposée par le candidat analyse

- Les prix unitaires seront analysés sur la base du DQE transmis dans le présent DCE, et analysés selon la formule suivante :

Note = (montant total de l'offre la plus basse x 30) / montant de l'offre proposée par le candidat analyse

#### **Critère n°2 : la valeur technique, noté sur 40 points /100, décomposé comme suit :**

- Sous-critère 1 (20 points) : Pertinence de la méthodologie de travail pour l'exécution des prestations (planification et coordination, reporting etc.)
- Sous-critère 2 (20 points) : Qualité et stabilité par opération de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations (effectifs et corps de métiers, formations et accréditation, expériences significatives)

La somme des notes financière et technique donne un total sur 100 points par candidat. L'offre qui bénéficiera de la note la plus élevée à l'issue de l'analyse des offres sera retenue.

### 7.2.2 Jugement des offres relatives au lot 2

#### **Critère n°1 : le prix, noté sur 40 points /100**

- Les prix unitaires seront analysés sur la base de trois commandes-types selon la formule suivante :

Note = (montant total des commandes-types le plus bas x 40) / montant total des commandes-types du candidat analysé

#### **Critère n°2 : la valeur technique, noté sur 40 points /100, décomposé comme suit :**

- Sous-critère 1 (10 points) : Qualité de la méthodologie de coordination et pilotage des prestations (présentation de la méthode de planification et de reporting, engagement sur les délais de réponse aux commandes etc.)
- Sous-critère 2 (15 points) : Pertinence de la méthodologie d'exécution des prestations (typologies et méthodologies d'emballage et transport, modalité de stockage, sécurité et contrôles thermo-hygrométriques, etc.)
- Sous-critère 3 (15 points) : Qualité, pertinence et dimensionnement de l'équipe dédiée et des matériels mis à disposition pour l'exécution des prestations (effectifs et corps de métiers, formations et accréditations, flotte de véhicules lourds et légers, équipement de manutention, etc.)

#### **Critère n°3 : valeur environnementale, noté sur 20 /100 point, décomposé comme suit :**

- Sous-critère 1 (6 points): Pertinence des propositions en réponse aux exigences environnementales du musée (qualité de l'exemple de devis carbone et éco-conditionnement, solutions envisagées pour garantir des propositions de groupages, organisation pour garantir la transmission des autorisations d'accès dans les délais impartis, etc.)
- Sous-critère 2 (7 points): Démarche écoresponsable sur la base des fiches techniques de matériaux d'éco-conditionnement et/ou de bordereaux de commandes passées
- Sous-critère 3 (7 points): Engagements en termes de décarbonation dans l'exécution des prestations de l'accord-cadre (flotte de véhicules, carburant utilisé, Norme EURO et véhicules électriques, source d'énergie et réduction des émissions liées aux prestations de stockage, gestion des déchets et BSD, etc.)

La somme des notes financière et technique donne un total sur 100 points par candidat. L'offre qui bénéficiera de la note la plus élevée à l'issue de l'analyse des offres sera retenue.

### 7.2.3 *Jugement des offres relatives au lot 3*

#### **Critère n°1 : le prix, noté sur 40 points /100**

- Les prix unitaires seront analysés sur la base de trois commandes-types selon la formule suivante :

Note = (montant total des commandes-types le plus bas x 40) / montant total des commandes-types du candidat analysé

#### **Critère n°2 : la valeur technique, noté sur 45 points /100, décomposé comme suit :**

- Sous-critère 1 (20 points): Pertinence de la méthodologie d'exécution des prestations (typologies et méthodes d'emballage et transport, modalité de stockage, sécurité et contrôles thermo-hygrométriques, etc.)
- Sous-critère 2 (25 points): Qualité, expérience et dimensionnement de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations (composition de l'équipe, cv, expériences significatives, connaissance du transport à l'étranger, etc.)

#### **Critère n°3 : valeur environnementale, noté 15 /100 point, décomposé comme suit :**

- Sous-critère 1 (7 points): Qualité de la proposition en réponse à la simulation de commande, méthode de calcul de l'estimation carbone et pertinence du remplissage du devis éco-conditionnement (cf. Cadre de réponse technique lot n°3)
- Sous-critère 2 (4 points): Engagements en termes de décarbonation (flotte de véhicules, carburant vert, Norme EURO et véhicules électriques, source d'énergie et réduction des émissions liées aux prestations de stockage, gestion des déchets et BSD, etc.) dans l'exécution des prestations de l'accord-cadre
- Sous-critère 3 (4 points): Solutions envisagées pour garantir des propositions de groupages, organisation pour garantir la transmission des autorisations d'accès dans les délais impartis, etc.)

La somme des notes financière et technique donne un total sur 100 points par candidat. L'offre qui bénéficiera de la note la plus élevée à l'issue de l'analyse des offres sera retenue.

## 8. MODALITES DE REPONSE

**Les offres déposées au format papier ne feront l'objet d'aucune régularisation et seront rejetées.**

L'ensemble des documents demandés à l'article 6 du présent règlement est désigné sous le terme générique d'« offre ».

Les offres devront parvenir à destination avant la date et heure limites fixées sur la page de garde du règlement de consultation.

**Conformément à l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique, la consultation est dématérialisée. Les offres doivent être présentées par voie électronique via le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>**

Afin de s'assurer de la remise de l'offre électronique dans les délais, **il est recommandé aux candidats de prévoir un délai suffisant avant la date et l'heure limites de remise** indiquées en première page du présent règlement. Les offres réceptionnées hors-délai ne seront pas ouvertes, même si le téléchargement de l'offre sur la plate-forme a débuté avant la date et l'heure limites de remise.

Lorsqu'un même candidat a procédé au dépôt de plusieurs offres dématérialisées sur la plateforme, seule la dernière offre qui a été déposée sera ouverte par la personne publique en application de l'article R 2151-6 du Code de la commande publique.

Tout téléchargement sur la plateforme crée une nouvelle offre, **chaque dépôt doit donc contenir l'intégralité des documents** de candidature et d'offre énoncés aux articles 6.1 et 6.2 du présent document.

Les pièces lorsqu'elles sont signées par voie électronique sont chiffrées et signées par une personne habilitée à engager l'entreprise et disposant d'un certificat de signature électronique valide, sous réserve de sa conformité aux normes du référentiel général d'interopérabilité et au référentiel général de sécurité (certificat RGS). Ce certificat de signature devra répondre aux conditions fixées à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Le candidat qui transmettra son offre par voie électronique pourra envoyer une copie de sauvegarde, sur support papier ou sur support physique électronique sous réserve que cette copie parvienne à la personne publique avant la date et heure limite de remise des offres, et qu'elle soit placée sous un pli scellé portant la mention « Copie de sauvegarde pour AC-00421-TRANSPORT D'ŒUVRE-LOT-X-NE PAS OUVRIR ».

La copie de sauvegarde sera ouverte par la personne publique dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038318503>

Ils devront être adressée par pli recommandé avec avis de réception postal, ou remise contre récépissé à l'adresse ci-dessus, durant les plages horaires suivantes : du lundi au vendredi (sauf jours fériés) de 9h00-12h00 / 14h00-16h00.

## 9. DEMANDE DE PIECES AUX ATTRIBUTAIRES

Pour information, afin de procéder à la notification de l'accord-cadre, il sera demandé aux attributaires des lots de fournir au pouvoir adjudicateur :

- Une attestation d'assurance en cours de validité,

- Une attestation délivrée par l'administration fiscale datant de moins de 3 mois, prouvant que l'attributaire est à jour de ses obligations fiscales,
- Une attestation délivrée par l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois, prouvant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales,
- L'acte d'engagement signé.

L'offre arrivée en première position sera retenue provisoirement, sous réserve que le candidat concerné fournisse dans un délai raisonnable suivant la notification de la décision d'attribution, les pièces administratives listées ci-dessus. A défaut, l'offre sera rejetée et le pouvoir adjudicateur présentera alors la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

## 10. DIVERSITE – EGALITE DANS LES MARCHES PUBLICS

Le ministère de la Culture a obtenu les deux labels « Diversité » et « Égalité ». Le musée du quai Branly-Jacques Chirac est également détenteur du Label « Egalité Hommes/Femmes ». À cet égard, il souhaite sensibiliser et mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables, en leur rappelant les interdictions de soumissionner relatives au non-respect des politiques d'égalité entre les femmes et les hommes et aux discriminations.

Ainsi, tout opérateur économique peut se porter candidat à l'attribution d'un marché public, à l'exception toutefois des opérateurs économiques placés sous l'effet d'une interdiction de soumissionner en application des articles L2141-1 et suivants du Code de la commande publique.

Par ailleurs, la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes dispose que :

- Ne pourront accéder aux marchés publics les employeurs qui, au 31 décembre précédant la consultation, n'auront pas engagé une négociation sur les objectifs d'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes dans l'entreprise, ainsi que sur les mesures permettant de les atteindre ;
- Sont également exclues de la commande publique les personnes qui ont fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation pénale définitive pour différentes discriminations énoncées à l'article 225-1 du code pénal, complété la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016.

## 11. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les données à caractère personnel recueillies dans le cadre de la présente consultation font l'objet d'un traitement informatisé destiné à l'attribution du marché public afférent. Le responsable de ce traitement est le musée du quai Branly - Jacques Chirac.

La base légale de ce traitement est sa nécessité à l'exécution des mesures précontractuelles procédant des actes de candidatures des personnes concernées (article 6.1 b du Règlement n°2016/679 du 27 avril 2016, dit Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)). Ces données ne seront pas utilisées à une autre fin que celle-ci. Les destinataires de ces données sont les personnes habilitées chargées de la gestion de marchés publics au sein du musée du quai Branly - Jacques Chirac, les personnes morales de droit privé ou de droit public ou les personnes privées auxquelles sont destinées ces offres (notamment aux fins d'analyse des offres), les organismes publics, exclusivement pour répondre à des obligations légales et le cas échéant, les prestataires ayant vocation à intervenir dans la procédure de passation dudit

marché public présentant toutes les garanties requises au respect de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel. Ces données seront conservées durant toute la durée nécessaire à la passation du marché public. Elles pourront ensuite faire l'objet d'un archivage sur un support informatique distinct dont l'accès sera restreint et effectué conformément aux délais de prescription légaux applicables aux documents des dossiers de marchés publics. Conformément à la réglementation relative à la protection des données et notamment au RGPD, les candidats bénéficient à tout moment, dans le cadre du présent traitement, du droit d'accéder aux données à caractère personnel les concernant, du droit à leur rectification ou leur effacement, ou encore d'un droit à la portabilité de leurs données.

Pour exercer un de ces droits ou pour toute question relative au traitement des données, les candidats pourront adresser directement leur demande au délégué à la protection des données, par courrier postal à l'adresse suivante :

**Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac**  
**Service juridique et des achats**  
**222, rue de l'Université CS60851- 75281 Paris**

ou à l'adresse électronique suivante [cnil@quaibranly.fr](mailto:cnil@quaibranly.fr). S'ils estiment, par ailleurs, après cette prise de contact, que leurs droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que le traitement n'est pas conforme aux règles de protection des données, il leur sera possible d'adresser une réclamation à la CNIL.

## **12. PROCEDURES DE RECOURS**

### **12.1 Instance chargée des procédures de recours**

Tribunal Administratif de Paris, 7, rue de Jouy, F-75181 Paris cedex 04. Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)  
- Téléphone : 01 44 59 44 00 Télécopie : 01 44 59 46 46

### **12.2 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours**

Greffe du Tribunal Administratif de Paris, 7, rue de Jouy, F-75181 Paris cedex 04. Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr) - Téléphone : 01 44 59 44 00 Télécopie : 01 44 59 46 46

### 13. REPRESENTANT DE LA PERSONNE PUBLIQUE

Monsieur Emmanuel KASARHÉROU, Président de l'établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac, nommé par décret en date du 16 mai 2023.

**À Paris,**

**Le Président,**

**Emmanuel KASARHÉROU**

## ANNEXE 1 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Pour l'attestation d'assurance et les attestations fiscale et sociale mentionnées au cahier des clauses administratives particulières, **le candidat retenu** devra satisfaire à l'exigence suivante :

Les attestations d'assurance responsabilité civile, fiscale et sociale devront être déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, par le Musée du quai Branly - Jacques Chirac, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com/fr>

En cas de difficultés dans le dépôt des documents, il est possible de contacter le service juridique et des achats à l'adresse suivante : [marches-publics@quaibranly.fr](mailto:marches-publics@quaibranly.fr)